



Eidgenössische Finanzmarktaufsicht FINMA
Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA
Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari FINMA
Swiss Financial Market Supervisory Authority FINMA

4 AVRIL 2019

Rapport 2018 sur l'*enforcement*

Le rapport sur l'*enforcement* de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers FINMA paraît cette année pour la cinquième fois. Il propose des résumés anonymisés de cas d'*enforcement* que la FINMA a clos durant l'année sous revue, un aperçu des arrêts des tribunaux ainsi que des données statistiques détaillées permettant à la FINMA de présenter son activité d'*enforcement* en toute transparence.

Si l'on s'en tient au nombre de cas traités en 2018, l'activité d'*enforcement* de la FINMA est restée stable par rapport aux années précédentes. En revanche, une forte croissance a été enregistrée en particulier dans les investigations concernant des établissements exerçant potentiellement sans droit. En 2018, la FINMA a mené 343 investigations de ce type (2017:295). Dans ce contexte, la FINMA a été amenée à se pencher de manière très intense sur la manière de considérer des modèles commerciaux reposant sur la *blockchain* du point de vue du droit de la surveillance.

Parmi les procédures d'*enforcement* closes (soit 42 cas en tout), le respect des prescriptions en matière de lutte contre le blanchiment d'argent est resté en 2018 un thème de première importance. Les autres cas concernaient une gouvernance d'entreprise lacunaire et une gestion du risque insuffisante, des manquements aux règles de conduite sur le marché ainsi que diverses pratiques commerciales visant l'acquisition sur le marché financier de fonds auprès d'une clientèle sans disposer de l'autorisation nécessaire pour ce faire. A ce large éventail de cas a répondu un spectre de mesures tout aussi large. Ainsi, la FINMA a confisqué des gains indûment acquis, a ordonné des interdictions d'exercer ou de pratiquer et a prononcé la liquidation de diverses sociétés. Elle a aussi prononcé des mesures organisationnelles, comme l'interdiction pour une banque d'acquérir de nouveaux clients privés, des prescriptions visant à améliorer le système de contrôle dans le domaine

de la lutte contre le blanchiment d'argent ou l'obligation de renouveler et de réorganiser des conseils d'administration.

Quand cela se révèle nécessaire, la FINMA prononce ses mesures d'*enforcement* via des décisions afin de faire appliquer le droit de la surveillance. Dans de nombreux cas, les irrégularités peuvent cependant être éliminées dès le stade des investigations par des mesures et améliorations mises en place au sein des sociétés concernées. Il arrive aussi que les investigations démentent les soupçons et que le cas se règle ainsi de lui-même. Par conséquent, en 2018 aussi, le nombre d'investigations menées dépasse de beaucoup celui des procédures d'*enforcement* effectivement conduites. De même, au cours d'une procédure d'*enforcement*, la FINMA peut renoncer à prononcer des mesures, parfois parce qu'il apparaît que les conditions requises ne sont pas réunies ou parce que des sanctions ne sont plus nécessaires pour que soit rétabli l'ordre légal.

Les parties concernées peuvent former recours contre une décision de la FINMA devant le tribunal compétent. Ainsi, en 2018, ce sont 44 arrêts que les tribunaux ont rendus. Un tel examen juridique aide à clarifier la manière dont doivent être appliquées des dispositions réglementaires par nature sujettes à interprétation ainsi qu'à définir la limite entre comportement autorisé et comportement non autorisé sur les marchés financiers. Les statistiques montrent qu'en 2018, les instances de recours ont plus souvent soutenu les recourants dans leurs conclusions que cela n'avait été le cas au cours des années précédentes. Toutefois, environ un tiers des recours admis par les tribunaux concernait un cas complexe spécifique. Dans environ 59 % – et donc dans la majorité – des cas dans lesquels un recours a été formé, les tribunaux ont soutenu, entièrement ou majoritairement, les décisions d'*enforcement* de la FINMA.

Sommaire

4	Casuistique de la FINMA
4	Vue d'ensemble
5	Domaine autorisé
14	Surveillance des marchés
15	Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit
19	Offres publiques d'acquisition et publicité des participations
21	Assistance administrative internationale
26	Jugements des tribunaux
26	Vue d'ensemble
27	Domaine autorisé et surveillance des marchés
27	Arrêts du Tribunal fédéral
27	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
28	Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit
28	Arrêts du Tribunal fédéral
29	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
30	Assistance administrative internationale
30	Arrêts du Tribunal administratif fédéral
31	Statistiques
31	Statistiques générales
31	Cas d' <i>enforcement</i> clos
32	Investigations
33	Procédures d' <i>enforcement</i>
34	Assistance administrative internationale
35	Demandes d'assistance administrative émanant d'autorités étrangères
35	Procédure relative au client
35	Demandes d'assistance administrative déposées par la FINMA dans le cadre de ses propres procédures d' <i>enforcement</i>
36	Déclarations selon l'art. 42c al. 3 LFINMA (transmission directe d'informations par l'assujetti)
37	Décisions en matière d'<i>enforcement</i>
37	Généralités
38	Mesures
39	Jugements des tribunaux
40	Dénonciations auprès des autorités de poursuite pénale
42	Abréviations

Vue d'ensemble

La FINMA présente, sous une forme résumée et anonymisée, certaines des décisions qu'elle a rendues dans le cadre de son activité d'*enforcement* (art. 22 al. 1 LFINMA). Figure dans la casistique l'ensemble des décisions finales pour autant que la procédure n'ait été ni classée ni rayée du rôle. Aucun droit à une exhaustivité du contenu ne peut être revendiqué.

Quand la FINMA, répondant à une nécessité dictée par le droit de la surveillance (protection des acteurs du marché ou garantie de la réputation de la place financière suisse par exemple), a déjà informé au cours de l'année le public sur l'issue d'une procédure d'*enforcement*, un lien renvoyant au communiqué de presse correspondant figure à la fin du résumé.

A des fins de lisibilité, les résumés sont répartis entre les catégories thématiques suivantes :

- Domaine autorisé (p. 5 ss) : ensemble des décisions concernant des entreprises ou des personnes qui disposent d'une autorisation relevant du droit des marchés financiers ou qui travaillaient chez un titulaire d'autorisation au moment des faits.
- Surveillance des marchés (p. 14) : ensemble des décisions concernant des comportements abusifs sur le marché, et ce, indépendamment du fait que les parties soient titulaires d'autorisation ou non.
- Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (p. 15 ss) : ensemble des décisions concernant des entreprises ou des personnes qui ont exercé une activité soumise à autorisation sur le marché financier sans pour autant disposer de l'autorisation nécessaire pour ce faire.
- Offres publiques d'acquisition et publicité des participations (p. 19 ss) : ensemble des décisions dans lesquelles la FINMA s'est prononcée comme instance de recours de la commission des offres publiques d'acquisition ou qui concernent la publicité des participations.
- Assistance administrative internationale (p. 21 ss) : décisions portant sur la coopération de la FINMA avec des autorités étrangères de surveillance des marchés financiers.

Domaine autorisé

1

Data della decisione: 17.1.2018

Parte: Banca X

Tema: violazione degli obblighi di diligenza in materia di riciclaggio di denaro, dei requisiti dell'irreprensibilità e dell'organizzazione adeguata

Riassunto: sull'arco di diversi anni, la Banca X, nell'ambito delle sue relazioni d'affari legate alla vicenda di corruzione internazionale che ha visto coinvolte, in particolare, una compagnia petrolifera e un gruppo edilizio sudamericano, ha gravemente e ripetutamente violato gli obblighi di diligenza in materia di lotta contro il riciclaggio di denaro previsti dagli artt. 3 e segg. LRD, nonché i requisiti dell'irreprensibilità e dell'organizzazione adeguata. Il procedimento ha dimostrato che la Banca X non è stata in grado di identificare e sorvegliare i rischi superiori di riciclaggio di denaro riconducibili alla maggior parte delle relazioni e transazioni legate alla vicenda di corruzione menzionata. La Banca X ha inoltre violato l'obbligo di comunicazione all'Ufficio di comunicazione in materia di riciclaggio di denaro (MROS) in caso di sospetto fondato di riciclaggio di denaro (art. 9 LRD).

Provvedimenti: accertamento (art. 32 LFINMA); confisca di 1 330 000 CHF (art. 35 LFINMA)

Crescita in giudicato: la decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

Comunicato stampa della FINMA del 1.2.2018

2

Entscheiddatum: 19.1.2018

Partei: Effektenhändler X

Thema: Marktmanipulation, Organisations- und Gewährserfordernis

Zusammenfassung: Der Effektenhändler X hatte kurz vor Börsenschluss umfangreiche Käufe mit dem Ziel ausgeführt, den Schlusskurs eines Titels zu beeinflussen, namentlich künstlich auf einem bestimmten Niveau zu halten. Die FINMA stellte im Rahmen des durchgeführten Enforcementverfahrens fest, dass der Effektenhändler X durch sein Verhalten eine Marktmanipulation (Art. 143 Abs. 1 Bst. b FinfraG) begangen und damit aufsichtsrechtliche Bestimmungen schwer verletzt hatte. Die Untersuchungen im Zusammenhang mit der erwähnten Transaktion deckten zudem erhebliche Organisationsdefizite beim Effektenhändler X auf. Insbesondere beim Umgang mit insiderrelevanten Informationen bestand ein grobes Organisationsversagen (fehlende funktionale Trennung, mangelnde Unabhängigkeit der Compliance, Aushebelung der Kontrollmechanismen, ungenügende Dokumentation, fehlende Kontrolle bei den Mitarbeitertransaktionen etc.). Die FINMA stellte dementsprechend eine Verletzung des Organisations- und Gewährserfordernisses fest (Art. 10 Abs. 2 Bst. a und d BEHG).

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); organisatorische Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustandes (Art. 31 FINMAG)

Rechtskraft: nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren B-1048/2018

3

Entscheiddatum: 26.1.2018

Partei: Bank X

Thema: Pflichten bei der Bekämpfung der Geldwäscherei, Organisationserfordernis

Zusammenfassung: Die Bank X führte Kontbeziehungen zu Offshore-Sitzgesellschaften im Umfeld ausländischer PEP und vernachlässigte dabei über Jahre hinweg ihre Pflichten zur Bekämpfung der Geldwäscherei. Sie nahm die erforderliche Risikokategorisierung ihrer Geschäftsbeziehungen wiederholt inkorrekt oder verspätet vor. Darüber hinaus nahm die Bank ihre Abklärungspflicht nicht wahr und unterliess es, eingeholte Belege hinsichtlich ihrer Plausibilität zu hinterfragen. Ebenfalls begnügte sie sich bei Transaktionen mit erhöhten Risiken mit Belegen, aus denen der wirtschaftliche Hintergrund nicht hervorging. Dabei fielen jedoch die meisten relevanten Transaktionen und Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken sowie die gravierendsten GwG-Verletzungen auf eine erste Phase, die zur Zeit der Verfügung bereits länger zurücklag. Die FINMA sah im Ergebnis die bankengesetzlichen Anforderungen an eine angemessene Verwaltungsorganisation (Art. 3 Abs. 2 Bst. a BankG), die geldwäschereirechtlichen Sorgfaltspflichten (Art. 3 ff. GwG) sowie die Meldepflicht nach Art. 9 GwG in schwerer Weise verletzt.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); organisatorische Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustandes (Art. 31 FINMAG); Überprüfung der Umsetzung von Massnahmen durch einen Prüfbeauftragten (Art. 24a FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

Medienmitteilung der FINMA vom 1.2.2018

4

Entscheiddatum: 22.5.2018

Partei: Bank X

Thema: Pflichten bei der Bekämpfung der Geldwäscherei, Organisations- und Gewährserfordernis

Zusammenfassung: Die Bank X führte Kontbeziehungen mit Offshore-Sitzgesellschaften, deren wirtschaftlich Berechtigter die Person A war. Sie kategorisierte diese fälschlicherweise nicht als Geschäftsbeziehungen mit erhöhten Risiken. Eine ausländische Strafbehörde informierte die Bank X über ein Strafverfahren gegen A und dessen Inhaftierung. In der Folge nahm die Bank ihre Abklärungspflicht gemäss Art. 6 GwG nicht ausreichend wahr. Sie unterliess es insbesondere, den Verdacht auszuräumen, dass die bei ihr deponierten Vermögenswerte aus deliktischer Herkunft stammen. Sie unterliess es auch, zusätzliche Informationen einzuholen. Die FINMA sah im Ergebnis eine Verletzung der Meldepflicht nach Art. 9 GwG.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

5

Entscheiddatum: 22.5.2018

Partei: Bank X

Thema: adäquates Risikomanagement, Organisations- und Gewährserfordernis

Zusammenfassung: Daten von Schweizer Kunden der Bank X gelangten zunächst in eine ausländische Einheit der Bank X. Die Bank X verlor daraufhin die Herrschaft über diese Daten und konnte erst nach langer Zeit eruieren, welche und wie viele Kundendaten betroffen waren. Gemäss den Feststellungen der FINMA hat die Bank X auf diesen Vorfall unangemessen reagiert und ihn verspätet der FINMA gemeldet. Die FINMA sah deshalb die Meldepflicht (Art. 29 Abs. 2 FINMAG), die bankengesetzlichen Anforderungen an eine angemessene Verwaltungsorganisation (Art. 3 Abs. 2 Bst. a BankG) sowie das Gewährserfordernis (Art. 3 Abs. 2 Bst. c BankG) in schwerer Weise verletzt.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Überprüfung der Umsetzung von Massnahmen durch einen Prüfbeauftragten (Art. 24a FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

6

Entscheiddatum: 12.6.2018

Partei: Bank X

Thema: Verletzung des Organisations- und Gewährserfordernisses

Zusammenfassung: Der Verwaltungsrat der Bank X verkaufte deren damaligem CEO einen Teil einer bankeigenen Beteiligung an der Gesellschaft Y. Anlässlich dieses Verkaufs und der nachfolgenden Umsetzung kam es zu Verletzungen interner Regularien. Der Verwaltungsrat kam seiner Pflicht zur Oberaufsicht über den ehemaligen CEO nicht nach und schuf dadurch zusätzliche Rechts- und Reputationsrisiken. Dies entsprach nicht einer angemessenen Verwaltungsorganisation und war mit der Gewähr für eine einwandfreie Geschäftsführung nicht vereinbar. Die Verstösse und Unterlassungen stellten in ihrer Gesamtheit eine schwere Verletzung des Aufsichtsrechts dar.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); organisatorische Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustands (Art. 31 FINMAG); Einsetzung eines Prüfbeauftragten (Art. 24a FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

Medienmitteilung der FINMA vom 14.6.2018

7

Entscheiddatum: 11.7.2018

Partei: Versicherung X

Thema: Verbot der Doppelfunktion im Versicherungsaufsichtsrecht

Zusammenfassung: Die Versicherung X hat bei der FINMA ein Gesuch um Erteilung einer unbefristeten Ausnahmebewilligung im Sinne von Art. 13 Abs. 3 AVO eingereicht. Praxisgemäss erteilt die FINMA jedoch nur zeitlich beschränkte Ausnahmen vom Verbot der Doppelfunktion. Die Gesuchstellerin unterliess es zudem grundsätzlich, mit ihrer Argumentation aufzuzeigen, inwiefern es sich bei ihr um einen Einzelfall bzw. um eine Ausnahmesituation handelt, welche die Anwendbarkeit von Art. 13 Abs. 3 AVO zu begründen vermag. Aus diesen Gründen wurde das Gesuch um Erteilung einer Ausnahmebewilligung vom Verbot der Doppelfunktion abgewiesen.

Massnahmen: Abweisung des Gesuchs um Erteilung einer Ausnahmebewilligung

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

8

Entscheiddatum: 13.7.2018

Parteien: Bank X und Tochtergesellschaft Y

Thema: Pflichten bei der Bekämpfung der Geldwäscherei

Zusammenfassung: Über Kontobeziehungen aus dem Umfeld eines ausländischen Staatsfonds wurden bei der Bank X über einen längeren Zeitraum bedeutende Summen transferiert. Obwohl bereits bei der Anbahnung der Geschäftsbeziehung erste Hinweise bestanden, wonach der entsprechende Kunde in Geldwäschereiaktivitäten involviert sein könnte, entschieden sich die Bank X und ihre im Trustgeschäft tätige Tochtergesellschaft, diese Geschäftsbeziehung zu führen und später sogar erheblich auszubauen, wobei die Abklärungspflichten nach Art. 6 GwG verletzt wurden. Aufgrund der mangelhaften Abklärungen verletzten die Institute nach Ansicht der FINMA auch ihre Meldepflicht: Sie erstatteten mit erheblicher Verspätung Verdachtsmeldungen an die Meldestelle für Geldwäscherei (MROS) nach Art. 9 GwG. Ferner verletzte die Bank X ihre Dokumentationspflicht im Zusammenhang mit Transaktionen mit erhöhten Risiken. Die beiden Institute hatten bereits aus eigenem Antrieb zahlreiche organisatorische Massnahmen mit Bezug auf die Einhaltung der Geldwäschereibestimmungen ergriffen.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Einsetzen eines Prüfbeauftragten (Art. 24a FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

Medienmitteilung der FINMA vom 20.7.2018

9

Data della decisione: 24.8.2018

Parte: commerciante di valori mobiliari (in seguito: Società X)

Tema: violazione degli obblighi di diligenza in materia di riciclaggio di denaro, dei requisiti dell'irreprensibilità e dell'organizzazione adeguata

Riassunto: a seguito di indizi di gravi violazioni del diritto in materia di vigilanza, segnatamente degli obblighi derivanti dalla normativa in materia di lotta contro il riciclaggio di denaro, nonché dalla Legge sulle borse e il commercio di valori mobiliari (LBVM), nei confronti della Società X è stato avviato un procedimento di *enforcement*. Nel corso del procedimento, la Società X ha comunicato alla FINMA l'intenzione di rinunciare all'autorizzazione all'esercizio dell'attività di commerciante di valori mobiliari. La procedura è sfociata in una decisione di accertamento, nella quale la FINMA ha constatato la violazione grave di disposti legali in materia di vigilanza in pratica relativamente a tutti gli obblighi di diligenza previsti agli artt. 3 e segg. LRD, ai requisiti dell'organizzazione adeguata e della gestione dei rischi e alla garanzia di un'attività irreprensibile. La Società X ha inoltre violato l'obbligo di comunicazione all'Ufficio di comunicazione in materia di riciclaggio di denaro (MROS) in caso di sospetto fondato di riciclaggio di denaro (art. 9 LRD).

Provvedimento: accertamento (art. 32 LFINMA)

Crescita in giudicato: la decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

10

Entscheiddatum: 3.9.2018

Partei: Bank X

Thema: Pflichten bei der Bekämpfung der Geldwäscherei, Organisations- und Gewährserfordernis

Zusammenfassung: Im Zusammenhang mit verschiedenen mutmasslichen Korruptionsfällen setzte die FINMA bei der Bank X Prüfbeauftragte ein. Diese stellten im Rahmen ihrer Berichterstattung in nahezu allen Bereichen der Sorgfaltspflichten nach Art. 3 ff. GwG (Identifikation, Kategorisierung, Abklärungen bei erhöhten Risiken, Plausibilisierung, Dokumentation etc.) schwerwiegende Mängel fest. Als problematisch erwies sich dabei die eingeschränkte Übersicht der Frontorganisation und der Compliance über die Geschäftsbeziehungen der Kunden. Innerhalb der Bank war eine automatisierte Sicht, die sämtliche Rollen und Beziehungen eines Kunden ersichtlich macht, nicht in genügender Weise verfügbar. Es handelte sich dabei um einen Mangel, der im vorliegenden Fall die mit der Geldwäschereiabwehr betrauten Stellen bei der Vornahme ihrer Pflichten erheblich behinderte.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); organisatorische Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustandes (Art. 31 FINMAG); Überprüfung der Umsetzung von Massnahmen durch einen Prüfbeauftragten (Art. 24a FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

Medienmitteilung der FINMA vom 17.9.2018

11

Entscheiddatum: 3.9.2018

Partei: Bank X

Thema: Pflichten bei der Bekämpfung der Geldwäscherei, Organisations- und Gewährserfordernis

Zusammenfassung: Eine für das Private Banking der Bank X bedeutende Geschäftsbeziehung zu einem PEP wurde von einem Kundenberater betreut, der sich über Jahre hinweg nicht Compliance-konform verhielt und einen Sonderstatus genoss. Angesichts der Grösse, Wichtigkeit und Komplexität dieser PEP-Geschäftsbeziehung klärte die Bank X die Hintergründe zur Geschäftsbeziehung sowie zu den durchgeführten voluminösen Transaktionen mit erhöhten Risiken nicht genügend ab. Es fehlte überdies an einer entsprechenden Plausibilisierung und einer hinreichenden Dokumentation. Damit versties die Bank wiederholt gegen Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung von Geldwäscherei gemäss Art. 3 ff. GwG. Bei der Bank X bestanden zudem erhebliche Defizite hinsichtlich Verantwortlichkeiten, Überwachung und Kontrolle sowie beim Ergreifen von zielführenden Massnahmen. Damit verletzte sie das Organisations- und Gewährserfordernis schwer.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); organisatorische Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustandes (Art. 31 FINMAG); Überprüfung der Umsetzung von Massnahmen durch einen Prüfbeauftragten (Art. 24a FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

Medienmitteilung der FINMA vom 17.9.2018

12

Date de la décision: 5.10.2018

Partie: Personne physique A

Thème: Activité de gestion de placements collectifs

Résumé: Directeur général, administrateur et actionnaire indirect qualifié de gestionnaire de placements collectifs X SA, A a activement pris part à la mise en place d'une structure de fonds de placement dédiés qui prévoyaient la perception de frais de gestion jugés disproportionnés par rapport à l'activité de gestion effectivement réalisée par la société précitée. Ce faisant, A a amené X SA à violer son devoir de loyauté aux dépens des investisseurs (art. 20 al. 1 let. a LPCC). Personnellement responsable de cette violation du droit de la surveillance, interdiction a été faite à A d'exercer une fonction dirigeante auprès d'une société assujettie à la FINMA durant une période de trois ans dès l'entrée en force de la décision.

Mesure: Interdiction d'exercer pour une durée de trois ans (art. 33 LFINMA).

Entrée en force: Un recours est pendant par-devant le Tribunal administratif fédéral; procédure de recours TAF B-6370/2018.

13

Entscheiddatum: 9.11.2018

Partei: A (Mitarbeiter im Kader bei der Bank X)

Thema: Pflichten bei der Bekämpfung der Geldwäscherei, Organisations- und Gewährserfordernis

Zusammenfassung: Über Konten bei der Bank X wurden über Jahre hinweg Gelder in beträchtlichen Summen transferiert, die mit deutlichen Korruptions- bzw. Geldwäschereirisiken behaftet waren. Trotz klaren Warnzeichen und ohne dass die geldwäschereirechtlich notwendigen Abklärungen vorgenommen wurden, bewilligte A mehrfach und über längere Zeit die Eröffnung von neuen Konten für Kunden aus dem verfahrensgegenständlichen Kundenkreis und gab diesbezüglich unhaltbare Risikoeinschätzungen ab, welche die bestehenden Risiken und Verdachtsmomente nicht abbildeten. Die FINMA kam zum Schluss, dass A die schweren Verletzungen von Regeln zur Bekämpfung der Geldwäscherei (insbesondere Art. 6 und 9 GwG) sowie des Organisations- und Gewährserfordernisses (Art. 3 Abs. 2 Bst. a und c BankG) durch die Bank in entscheidendem Masse verantwortet und damit das Aufsichtsrecht schwer verletzt hat.

Massnahmen: Berufsverbot von drei Jahren (Art. 33 FINMAG)

Rechtskraft: nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren B-7186/2018

14

Data della decisione: 23.11.2018

Parte: Banca X

Tema: violazione degli obblighi di diligenza in materia di riciclaggio di denaro, dei requisiti dell'irreprensibilità e dell'organizzazione adeguata

Riassunto: nell'ambito delle sue relazioni d'affari legate alla vicenda di corruzione internazionale che ha visto coinvolte, in particolare, persone in seno a un'organizzazione calcistica internazionale, la Banca X ha gravemente e ripetutamente violato gli obblighi di diligenza in materia di lotta contro il riciclaggio di denaro previsti dagli artt. 3 e segg. LRD, nonché i requisiti dell'irreprensibilità e dell'organizzazione adeguata. Il procedimento ha dimostrato che la Banca X non è stata in grado di identificare e sorvegliare i rischi superiori di riciclaggio di denaro riconducibili alla maggior parte delle relazioni e transazioni legate alla vicenda di corruzione menzionata. In particolare la Banca X si è accontentata, nel corso di queste relazioni d'affari, di informazioni incomplete e non supportate dalla necessaria documentazione giustificativa, eseguendo molteplici transazioni, molte delle quali comportanti un rischio superiore, senza chiarire e plausibilizzare in maniera adeguata l'origine dei fondi, il retroscena economico delle relative operazioni e senza allestire la necessaria documentazione.

Provvedimento: accertamento (art. 32 LFINMA)

Crescita in giudicato: la decisione della FINMA è cresciuta in giudicato senza ricorso.

11

15

Entscheiddatum: 23.11.2018

Partei: Bank X

Thema: Pflichten bei der Bekämpfung der Geldwäscherei, Organisations- und Gewährserfordernis sowie Risikomanagement

Zusammenfassung: Der Sachverhalt betrifft die Zusammenarbeit der Bank X mit einem ihrer bedeutendsten externen Vermögensverwalter, Y. Den verschiedenen von der EVV-Beziehung zu Y ausgehenden Risikofaktoren trug die Bank weder zu Beginn noch während laufender Beziehung ausreichend Rechnung. Bei den von Y verwalteten und von der Bank X betreuten Kundenbeziehungen bzw. deren Überwachung verletzte die Bank insbesondere ihre Abklärungs- und Dokumentationspflichten bei Transaktionen mit erhöhten Risiken schwer. Auch die Verwaltungsorganisation und das Risikomanagement der Bank X erwiesen sich in verschiedenen Bereichen als unzureichend. Die FINMA kam zum Schluss, dass die Bank X die geldwäschereirechtlichen Sorgfaltspflichten sowie das Organisations- und Gewährserfordernis und die Anforderungen an das Risikomanagement schwer verletzt hat.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Massnahmen zur Wiederherstellung des ordnungsgemässen Zustandes (Art. 31 FINMAG); Überprüfung der Umsetzung von Massnahmen durch einen Prüfauftragten (Art. 24a FINMAG)

Rechtskraft: nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-286/2019

16

Entscheiddatum: 14.12.2018

Partei: A (Mitglied der erweiterten Geschäftsleitung)

Thema: Missstände im Kreditwesen

Zusammenfassung: Die Bank X hat über Jahre hinweg systematisch gegen grundlegende Regeln des Kreditgeschäfts verstossen, ihre Pflicht zur Einhaltung der Eigenmittel- und Risikoverteilungsvorschriften verletzt und sich mehrfach aktiv und ohne Vornahme der notwendigen Abklärungen an potenziell strafbaren Geschäften beteiligt, bei welchen Aktiengesellschaften nach einem bei Gründungsschwindeln verwendeten Muster gegründet wurden. Hintergrund und Ursache der festgestellten Missstände waren u. a. eine äusserst ungenügende Compliance sowie ungelöste Interessenkonflikte. A hatte diese schweren Aufsichtsrechtsverletzungen zu verantworten, indem er diverse schwere Verstösse begangen hatte und für die festgestellten Missstände sowie die Vernachlässigung der Compliance und die schwerwiegenden Interessenkonflikte verantwortlich gewesen war.

Massnahmen: Berufsverbot für die Dauer von fünf Jahren (Art. 33 FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

17

Entscheiddatum: 14.12.2018

Partei: B (Mitglied des Kaders)

Thema: Missstände im Kreditwesen

Zusammenfassung: Die Bank X hat über Jahre hinweg systematisch gegen grundlegende Regeln des Kreditgeschäfts verstossen (vgl. Fall 16), ihre Pflicht zur Einhaltung der Eigenmittel- und Risikoverteilungsvorschriften verletzt und sich mehrfach aktiv und ohne Vornahme der notwendigen Abklärungen an potenziell strafbaren Geschäften beteiligt, bei welchen Aktiengesellschaften nach einem bei Gründungsschwindeln verwendeten Muster gegründet wurden. Hintergrund und Ursache der festgestellten Missstände waren u. a. eine äusserst ungenügende Compliance sowie ungelöste Interessenkonflikte. B hatte diese schweren Aufsichtsrechtsverletzungen zu verantworten, indem er über Jahre hinweg gegen grundlegende Regeln im Kreditgeschäft verstossen und auch an den besagten Gründungen integral mitgewirkt hatte.

Massnahmen: Berufsverbot für die Dauer von fünf Jahren (Art. 33 FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

18

Entscheiddatum: 14.12.2018

Partei: C (Mitglied der Geschäftsleitung)

Thema: Missstände im Kreditwesen

Zusammenfassung: Die Bank X hat über Jahre hinweg systematisch gegen grundlegende Regeln des Kreditgeschäfts verstossen (vgl. Fall 16), ihre Pflicht zur Einhaltung der Eigenmittel- und Risikoverteilungsvorschriften verletzt und sich mehrfach aktiv und ohne Vornahme der notwendigen Abklärungen an potenziell strafbaren Geschäften beteiligt, bei welchen Aktiengesellschaften nach einem bei Gründungsschwindeln verwendeten Muster gegründet wurden. Hintergrund und Ursache der festgestellten Missstände waren u. a. eine äusserst ungenügende Compliance sowie ungelöste Interessenkonflikte. C hatte diese schweren Aufsichtsrechtsverletzungen zu verantworten, indem er seine Pflichten als Geschäftsleitungsmitglied schwer verletzt, eigene Kompetenzverletzungen begangen und die Vernachlässigung der Compliance sowie die ungelösten Interessenkonflikte zugelassen und auch selbst gefördert hatte.

Massnahmen: Berufsverbot für die Dauer von vier Jahren (Art. 33 FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

13

Surveillance des marchés

19

Entscheiddatum: 16.3.2018

Partei: Händler A

Thema: Front-Running, Tätigkeits- und Berufsverbot
Zusammenfassung: Händler A hat in mehreren Fällen mithilfe von anstehenden grossen Kundenaufträgen gezielt Aktienkurse beeinflusst, um kurzfristig Gewinne auf dem Tradingkonto einer nahestehenden Person zu realisieren. Zu diesem Zweck hat er Informationen zu laufenden oder anstehenden Kundenaufträgen aus dem Order-Flow der Bank geteilt. Damit lagen mehrere Fälle von verbotenen Front- und Parallel-Running und damit ein grober Verstoss gegen das Börsengesetz (Art. 11 Abs. 1 BEHG) vor.

Massnahmen: Berufs- und Tätigkeitsverbot von drei Jahren (Art. 33 FINMAG; Art. 35a BEHG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

20

Entscheiddatum: 31.8.2018

Partei: X AG

Thema: Marktmanipulation

Zusammenfassung: Die X AG hat zwischen 2014 und 2016 jeweils am letzten Handelstag des Jahres Börsenaufträge für umfangreiche Verkäufe ihrer Aktien aus dem Eigenbestand erteilt. Damit hat sie das Ziel verfolgt, am Jahresende jeweils für einen gezielten Kursrückgang zu sorgen. Die Gesellschaft bewegte den Jahresendkurs ihrer Titel in einer Größenordnung von bis zu vier Prozent. Die FINMA stellte fest, dass die X AG mit diesem Verhalten gegen das aufsichtsrechtliche Verbot der Marktmanipulation (Art. 143 FinfraG bzw. Art. 33f BEHG) verstossen hat.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

Medienmitteilung der FINMA vom 13.9.2018

Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit

21

Entscheiddatum: 15.2.2018

Parteien: X AG, Y AG, natürliche Person A

Thema: unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen als Gruppe

Zusammenfassung: Die X AG bot über ihre Internetseite Vermögensverwaltung an und nahm in unterschiedlicher vertraglicher Ausgestaltung von mindestens 100 Anlegern insgesamt Gelder in Millionenhöhe entgegen, wozu sie auch Vermittler einsetzte. Diese Gelder wurden teilweise der Y AG als Darlehen zur Verfügung gestellt sowie teilweise in Partizipationsscheine der Y AG investiert, die eigene Anlagegeschäfte damit tätigte. Zwischen der X AG und der Y AG bestand eine enge personelle, organisatorische und wirtschaftliche Verflechtung. Die FINMA stellte fest, dass die X AG und die Y AG gemeinsam als Gruppe gewerbmässig Publikums-einlagen entgegengenommen hatten, ohne über die notwendige Bankenbewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Die FINMA stellte weiter fest, dass A aufgrund seines massgeblichen Beitrags als Geschäftsführer bzw. Verwaltungsrat der beiden Gesellschaften ebenfalls ohne Bewilligung gewerbmässig Publikums-einlagen entgegengenommen und damit aufsichtsrechtliche Bestimmungen schwer verletzt hatte.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkursöffnung (Art. 37 FINMAG i. V. m. Art. 33 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von fünf Jahren (Art. 34 FINMAG)

Rechtskraft: Eine Beschwerde gegen die Verfügung wurde vom Bundesverwaltungsgericht abgewiesen, vgl. Urteil B-1172/2018 vom 17.12.2018 (nicht rechtskräftig).

22

Entscheiddatum: 1.3.2018

Parteien: X AG in Liquidation, natürliche Personen A und B

Thema: unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

Zusammenfassung: Die X AG in Liquidation hat von mindestens 95 Privatpersonen insgesamt Nachrangdarlehen in Millionenhöhe erhalten und dazu nebst verschiedenen Onlinemedien auch Vermittler eingesetzt. Die X AG in Liquidation hat damit gewerbmässig Publikums-einlagen entgegengenommen, ohne über die erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Für die Ausübung der unterstellungspflichtigen Tätigkeit waren A als Geschäftsführerin und einzige Verwaltungsrätin und B als faktischer Geschäftsführer der X AG in Liquidation massgeblich verantwortlich. Die X AG in Liquidation kam zudem ihren Auskunftspflichten nicht nach (Art. 29 und 36 Abs. 3 FINMAG).

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von zwei bzw. fünf Jahren (Art. 34 FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

23

Entscheiddatum: 1.3.2018

Parteien: X AG, natürliche Person A

Thema: unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen

Zusammenfassung: Die X AG schloss mit Anlegern mindestens 21 darlehensähnliche Anlageverträge im Umfang von über einer Million Franken. Die Verträge sahen mindestens eine Rückzahlung des eingesetzten Kapitals vor. Sie wurden als Darlehenskonstruktionen mit Einlagecharakter qualifiziert. Die X AG hat gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen, ohne über die dafür erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Als alleiniger Gesellschafter und Geschäftsführer der X AG war A für die Aufsichtsrechtsverletzungen der X AG verantwortlich.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation (Art. 37 FINMAG i. V. m. Art. 23^{quinquies} Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von einem Jahr (Art. 34 FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

24

Entscheiddatum: 22.3.2018

Parteien: X AG, natürliche Personen A und B

Thema: unerlaubte Emissionshaustätigkeit als Gruppe

Zusammenfassung: Die X AG hat über einen Zeitraum von mehreren Jahren hauptsächlich mittels Telefonmarketing Effekten in zweistelliger Millionenhöhe an mehr als 200 Anleger vermittelt. Sie verfügte dazu über eigene Geschäftsräumlichkeiten sowie mehrere Mitarbeiter, deren ausschliessliche Tätigkeit das Vermitteln von Effekten war. Die FINMA hat im Rahmen des von ihr eröffneten Verfahrens festgestellt, dass die X AG diese Tätigkeit im Rahmen einer Gruppe ausgeübt hat. Dabei hat die X AG einen beherrschenden Einfluss auf die im Ausland domizillierte Y AG ausgeübt, die gegenüber den Anlegern als Verkäuferin der Effekten aufgetreten ist. Die FINMA stellte fest, dass die X AG zusammen mit der Y AG sowie weiteren Gesellschaften als Gruppe eine Emissionshaustätigkeit ausgeübt hat (Art. 2 BEHG sowie Art. 3 Abs. 2 BEHV), ohne über die dafür notwendige Bewilligung zu verfügen (Art. 10 BEHG). A und B leisteten einen massgeblichen Beitrag zur unbewilligten Tätigkeit der aufsichtsrechtlichen Gruppe und haben damit aufsichtsrechtliche Bestimmungen schwer verletzt.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation (Art. 37 FINMAG i. V. m. Art. 36 BEHG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A und B für die Dauer von je fünf Jahren (Art. 34 FINMAG)

Rechtskraft: nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-2713/2018, B-2714/2018, B-2683/2018.

25

Entscheiddatum: 29.8.2018

Parteien: X AG, Y AG, Z AG, natürliche Personen A, B, C, D, E

Thema: unerlaubte Effektenhändlerstätigkeit, Liquidation, Konkurs, Unterlassungsanweisung, Publikation

Zusammenfassung: A verkaufte als Alleinaktionär der X AG mithilfe einer Vermittlerin (Y AG) in grossem Umfang erstmals Aktien der X AG an einen breiten Kreis privater Anleger. Die Anleger schlossen jedoch nicht mit A, sondern mit der Y AG einen Kaufvertrag ab und überwiesen den Kaufpreis an eine Zahlstelle (u. a. die Z AG), welche die Gelder danach verdeckt an A sowie B weiterleitete. Die Z AG ihrerseits nahm nicht nur die Aufgabe als Zahlstelle für A wahr, sondern wickelte überwiegend Verkäufe von Aktien einer Schweizer Emittentin (W AG) für eine ausländische Briefkastenfirma ab. Diese war C zuzurechnen, der mit diesem Geschäft Erträge in Millionenhöhe erwirtschaftete. Die Mitarbeiter der Z AG, die unter der Aufsicht von Verwaltungsrat D und Compliance Officer E standen und Anweisungen von C entgegennahmen, stellten nicht nur den Anlegersupport sicher, sondern unterzeichneten im Namen der Briefkastenfirma von C auch Anlegerverträge.

Den angeworbenen Anlegern wurden rasche Kursgewinne sowie die leichte Handelbarkeit ihrer Aktien vorgespiegelt. Aufgrund des arbeitsteiligen Vorgehens sowie der engen personellen und wirtschaftlichen Verflechtungen zwischen den beteiligten Gesellschaften und Personen ging die FINMA in beiden Sachverhaltskonstellationen (Verkauf der Aktien der X AG sowie Verkauf der Aktien der W AG) von einer unterstellungspflichtigen Emissionshaustätigkeit im Rahmen einer Gruppe aus.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Liquidation und Konkursöffnung gegen die Z AG (Art. 37 FINMAG i. V. m. Art. 36 f. BEHG und Art. 33 Abs. 1 BankG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A, B und C für die Dauer von fünf Jahren sowie gegen D und E für die Dauer von drei Jahren (Art. 34 FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde von der X AG, A, B, C, D und E angefochten; Beschwerdeverfahren BVGer B-5540/2018, B-5660/2018, B-5736/2018, B-5793/2018.

26

Entscheiddatum: 1.11.2018

Parteien: X AG in Liquidation, natürliche Personen A und B

Thema: unerlaubte Entgegennahme von Publikums-einlagen / Verletzung der Auskunftspflicht

Zusammenfassung: Die X AG hat von mindestens neun Investoren Gelder entgegengenommen. Um Renditen für diese Investoren erzielen zu können, sind diese Gelder teilweise auf verschiedenen Handelsplattformen investiert worden. Den Investoren wurde die Rückzahlung ihrer Gelder zugesichert. Zusätzlich wurde ihnen ein Anteil an den Überschüssen, welche die Gesellschaft mit ihren Aktivitäten zu erzielen beabsichtigte, in Aussicht gestellt. Bei den entgegengenommenen Geldern hat es sich um Publikumseinlagen gehandelt. Die X AG hat mindestens einen Vermittler eingesetzt, womit die Tätigkeit gewerbsmässig erfolgt ist. Die X AG hat somit gewerbsmässig Publikumseinlagen entgegengenommen, ohne über die dafür erforderliche Bewilligung (Art. 1 Abs. 2 BankG) zu verfügen. Zudem hat sie ihre Auskunftspflicht im Sinne von Art. 29 Abs. 1 FINMAG verletzt. Für die Aufsichtsrechtsverletzungen der X AG war der Generalbevollmächtigte A hauptsächlich verantwortlich.

Massnahmen: Feststellung (Art. 32 FINMAG); Publikation einer Unterlassungsanweisung gegen A für die Dauer von zwei Jahren (Art. 34 FINMAG)

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

27

Date de la décision: 22.11.2018

Partie: X SA

Thème: Obligation de renseigner et d'annoncer à la FINMA

Résumé: Durant une période de plusieurs mois et jusqu'en janvier 2018, la FINMA n'était pas en mesure d'établir l'activité exercée par X SA et partant de déterminer la nécessité d'un éventuel assujettissement à la loi sur le blanchiment d'argent en raison des informations incomplètes et contradictoires que X SA lui fournissait. Elle indiquait notamment devoir s'affilier auprès d'un OAR, mais ne transmettait pas à la FINMA de requête d'affiliation. Dès janvier 2018, X SA a adopté une position différente et a informé de manière détaillée la FINMA sur ses activités. Elle a été admise comme membre d'un OAR en février 2018. La FINMA a constaté que le comportement de X SA était constitutif d'une violation grave de l'obligation de renseigner et d'annoncer (art. 29 LFINMA).

Mesure: Décision en constatation (art. 32 LFINMA)

Entrée en force: La décision est entrée en force sans faire l'objet d'un recours.

Offres publiques d'acquisition et publicité des participations

28

Entscheiddatum: 27.3.2018

Parteien: X Ltd. und natürliche Person Q

Thema: Beschwerde gegen eine Verfügung der Übernahmekommission; Stimmrechtssuspendierung (Art. 135 Abs. 5 Bst. a FinfraG)

Zusammenfassung: Mit Verfügung 672/01 vom 26. Januar 2018 hatte die UEK (Vorinstanz) A, B, C, den U Fund und die V Ltd. als in gemeinsamer Absprache handelnde Gruppe zur Unterbreitung eines öffentlichen Angebots für alle kotierten Beteiligungspapiere der Y Ltd. verpflichtet (Art. 135 FinfraG). Die UEK hatte der Gruppe zur Unterbreitung des öffentlichen Angebots eine Frist von zwei Monaten gewährt und den Mindestpreis auf 8.70 Franken pro Aktie festgelegt. Bis zur Erfüllung der Angebotspflicht hatte die UEK ein Zukaufverbot verfügt. Die von den Beschwerdeführern beantragte Suspendierung der Stimmrechte der Angebotspflichtigen hatte die UEK abgelehnt. Mit Eingabe vom 2. Februar 2018 reichten die X Ltd. und Q bei der FINMA Beschwerde gegen die von der UEK abgewiesene Stimmrechtssuspendierung ein.

Da die Beschwerdegegner die ihnen von der UEK auferlegte Angebotspflicht nicht anfochten und damit akzeptierten und sich im Beschwerdeverfahren willens zeigten, ihrer Angebotspflicht nachzukommen, gelangte die FINMA zum Schluss, dass im Verfügungszeitpunkt keine hinreichenden Anhaltspunkte dafür vorlagen, dass die Beschwerdegegner ihrer Angebotspflicht nicht nachkommen würden, weshalb es an der Grundvoraussetzung für eine Suspendierung der Stimmrechte der Beschwerdegegner nach Art. 135 Abs. 5 Bst. a FinfraG fehlte.

Ausgang des Verfahrens: Abweisung der Beschwerde

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

Meldung der FINMA vom 28.3.2018

29

Date de la décision: 13.7.2018

Parties: X Inc., Y Holding Ltd.

Thème: Publicité des participations (art. 120 LIMF), allègements à l'obligation de déclarer (art. 123 al. 2 LIMF), respect de l'obligation de déclarer pour les participations détenues par des placements collectifs de capitaux étrangers non autorisés à la distribution en Suisse (art. 18 al. 4 OIMF-FINMA)

Résumé: La société requérante X Inc. avait demandé auprès de l'IPP d'une bourse suisse à ce que l'obligation de déclarer les participations détenues par des placements collectifs de capitaux ne soit pas remplie par Y Holding Ltd., soit la société mère du groupe qui la domine, mais qu'elle puisse elle-même y satisfaire. Dans sa recommandation, l'IPP ne l'a pas suivie, lui accordant cependant certains allègements. La société X Inc. a rejeté cette recommandation, tant que celle-ci ne concernait pas les allègements octroyés et la FINMA a subséquemment ouvert une procédure. Si la FINMA entend statuer elle-même sur un cas ou si la requérante rejette une recommandation (art. 28 al. 4 OIMF-FINMA), la recommandation de l'IPP devient caduque. Cela vaut également en cas de rejet partiel, raison pour laquelle les allègements octroyés par l'IPP tombent également. Sur demande, la FINMA les a cependant maintenus au titre de mesure provisionnelle. Dans la cause principale, la FINMA a décidé que la société Y Holding Ltd. était soumise à l'obligation de déclarer selon l'art. 18 al. 4 OIMF-FINMA. Elle a cependant octroyé plusieurs allègements. D'une part, les participations qui auraient dû être déclarées selon l'art. 18 al. 4 OIMF-FINMA par Y Holding Ltd.

pouvaient l'être par X Inc. La FINMA a en l'espèce tenu compte d'une déclaration d'indépendance concernant X Inc. D'autre part, elle a octroyé un allègement concernant les sociétés qui dépendent de Y Holding Ltd. et qui ne doivent pas être nommées dans chaque déclaration, cette information devant cependant être accessible d'une autre manière.

Issue de la procédure: Octroi d'un allègement (art. 123 al. 2 LIMF)

Entrée en force: Un recours est pendu devant le Tribunal administratif fédéral; procédure de recours TAF B-5291/2018

30

Entscheiddatum: 23.11.2018

Parteien: A, B, C, U Fund, V Ltd.

Thema: Beschwerde gegen eine Verfügung der Übernahmekommission; Verlängerung der Frist zur Unterbreitung eines Pflichtangebots (Art. 39 Abs. 2 FinfraV-FINMA); Stimmrechtssuspendierung (Art. 135 Abs. 5 Bst. a FinfraG)

Zusammenfassung: Mit Verfügung 672/01 vom 26. Januar 2018 hatte die UEK (Vorinstanz) A, B, C, den U Fund und die V Ltd. als in gemeinsamer Absprache handelnde Gruppe zur Unterbreitung eines öffentlichen Angebots für alle kotierten Beteiligungspapiere der Y Ltd. verpflichtet (Art. 135 FinfraG, vgl. Fall 28). In der Folge gewährte die UEK A, B, C, dem U Fund und der V Ltd. auf deren Antrag zwei Fristerstreckungen für die Unterbreitung des Pflichtangebots. Das dritte Fristerstreckungsgesuch wies die UEK mit Verfügung 672/04 vom 1. September 2018 indes ab und verfügte gleichzeitig die Suspendierung der Stimmrechte der Angebotspflichtigen. Gegen diese Verfügung erhoben A, B, C, der U Fund und die V Ltd. mit Eingaben vom 7. September 2018 Beschwerde bei der FINMA.

Die FINMA erwog, dass eine zeitnahe Unterbreitung des Pflichtangebots nicht glaubhaft gemacht worden sei und die von den Beschwerdeführern behaupteten Schwierigkeiten bei der Finanzierung des Pflichtangebots im vorliegenden Fall keine weitere Fristerstreckung rechtfertigten (Art. 39 Abs. 2 FinfraV-FINMA). Mit Bezug auf die Stimmrechtssuspendierung bejahte die FINMA die Voraussetzungen für deren Anordnung und stellte unter anderem klar, dass eine solche auch nach rechtskräftiger Feststellung der Angebotspflicht angeordnet werden kann (Art. 135 Abs. 5 Bst. a FinfraG).

Ausgang des Verfahrens: Abweisung der Beschwerde

Rechtskraft: nicht rechtskräftig; Beschwerdeverfahren BVGer B-6879/2018, B-6887/2018

Meldung der FINMA vom 24.11.2018

Assistance administrative internationale

31

Entscheiddatum: 19.1.2018

Zusammenfassung: Die deutsche Bundesanstalt für Finanzdienstleistungen (BaFin) ersuchte die FINMA um internationale Amtshilfe wegen Verdachts auf Marktmanipulation im Zusammenhang mit dem Handel von Zertifikaten der X AG. Die BaFin hatte Börsengeschäfte ermittelt, welchen möglicherweise kein Wechsel des wirtschaftlichen Eigentums zugrunde lag. Auch seien Handelsteilnehmer festgestellt worden, die sich im vorliegend recht illiquiden Handel besonders häufig gegenüberstanden. Die BaFin ersuchte für diejenigen Konten, über die nach ihren Erkenntnissen verdächtige Transaktionen getätigt worden waren, um Angabe u. a. der Identität der Kontoinhaber, um Konto- und Depoteröffnungsunterlagen und um die relevanten Auftrags- und Abrechnungsbelege. Die vom Amtshilfesuch der BaFin betroffenen Kontoinhaber wehrten sich gegen die Übermittlung der sie betreffenden Kontounterlagen, indem sie u. a. vorbrachten, dass die BaFin unbegründete Behauptungen vorbringe. Die FINMA wies diese Argumente zurück und bejahte die Zulässigkeit der Amtshilfe. Sie wies darauf hin, dass sie nicht – auch nicht vorfrageweise – eine materiell-rechtliche Beurteilung des Falles nach deutschem Recht vorzunehmen habe. Der von der BaFin dargestellte Sachverhalt enthalte genügend Indizien, um einen ausreichenden Anfangsverdacht auf eine Marktmanipulation zu begründen.

Rechtskraft: Eine gegen die Verfügung erhobene Beschwerde wurde vom Bundesverwaltungsgericht abgewiesen, vgl. Urteil B-794/2018 vom 4.7.2018 (letztinstanzlich).

32

Data della decisione: 7.3.2018

Tema: violazione dell'obbligo di collaborare

Riassunto: la Commissione nazionale per le società e la Borsa italiana (CONSOB) conduce un'indagine per verificare il sospetto di prestazioni abusive di servizi di investimento da parte dell'intermediario finanziario X. La CONSOB adduce che le è stata segnalata la condotta sospetta sul territorio italiano di un intermediario finanziario, che ha stipulato con l'intermediario finanziario X un contratto di «segnalazioni di pregi». L'intermediario finanziario X, membro dell'Organismo di Autodisciplina dei Fiduciari del Cantone Ticino, non risulta iscritto all'albo delle imprese di investimento extracomunitarie abilitate ad operare in Italia. Nell'ambito dell'istanza di edizione della FINMA per ottenere le informazioni e i documenti sollecitati dalla CONSOB, l'intermediario finanziario X si è rifiutato di fornire una parte delle informazioni richieste, invocando la violazione del principio di proporzionalità (art. 42 cpv. 4 LFINMA) e l'obbligo del segreto ai sensi dell'art. 162 CP e della LPD. La FINMA ha emanato una decisione di edizione, concernente unicamente il dovere del detentore di trasmettere alla FINMA le informazioni e i documenti necessari all'adempimento dei suoi compiti ai sensi dell'art. 42a cpv. 1 LFINMA, applicabile anche alle entità non soggette ad autorizzazione. La FINMA ha indicato che il principio di proporzionalità è rispettato, che l'art. 42a cpv. 1 LFINMA permette di derogare, nell'ambito dell'assistenza amministrativa internazionale, all'art. 162 CP e, infine, che, secondo la giurisprudenza, gli artt. 42 e segg. LFINMA contengono una regolamentazione propria e specifica relativa alla protezione dei dati e prevalgono sulla LPD.

Crescita in giudicato: la decisione della FINMA è cresciuta in giudicato. Il ricorso è stato dichiarato inammissibile dal Tribunale amministrativo federale; procedura B-2293/2018 (ultima istanza).

33

Entscheiddatum: 9.5.2018

Zusammenfassung: Im Zusammenhang mit einem Amtshilfesuch der United States Securities and Exchange Commission (SEC) wegen vermuteten Insiderhandels kam die FINMA entgegen den Vorbringen des betroffenen Kunden zum Schluss, dass die Voraussetzungen zur Leistung von internationaler Amtshilfe erfüllt seien. Mit Blick auf die bundesverwaltungsgerichtliche Rechtsprechung zu Art. 42 f. FINMAG bejahte sie namentlich das Vorliegen eines genügenden Anfangsverdachts und die Einhaltung des Vertraulichkeitsprinzips. Ebenso kam die FINMA zum Schluss, dass das rechtliche Gehör rechtsgenügend gewährt worden sei. Entsprechend verfügte sie die Übermittlung der ersuchten Informationen und Dokumente an die SEC.

Rechtskraft: Die Verfügung wurde nicht angefochten und ist rechtskräftig.

34

Date de la décision: 30.5.2018

Résumé: L'enquête de l'Autorité des marchés financiers (AMF) Québec porte sur un possible délit d'initié impliquant un groupe d'individus qui aurait réalisé un nombre significatif de transactions portant sur les titres de sociétés liées à des fusions et/ou acquisitions impliquant parfois la société A. L'ancien directeur général de la société A aurait communiqué ces informations au groupe, lequel aurait également mis en place un système de paiement de commissions (*kickback*) permettant de rémunérer les individus qui transmettaient l'information aux autres membres du groupe. Pour une relation bancaire identifiée en Suisse, l'AMF Québec souhaite connaître l'identité des bénéficiaires économiques du compte sur lequel les transactions suspectes ont été réalisées. L'édition de documents bancaires a permis d'identifier le titulaire d'un compte et de relever qu'il s'agissait de X SA. Celle-ci s'est opposée à la transmission à l'AMF Québec d'informations et de documents la concernant. En particulier, l'autorité requérante ne respecterait pas les principes de confidentialité et de spécialité découlant de l'art. 42 al. 2 LFINMA en raison d'importants dysfonctionnements imputables à l'AMF Québec. Le principe de proportionnalité de l'art. 42 al. 4 ne serait pas non plus respecté. L'enquête d'entraide administrative internationale devrait en outre être suspendue. Par ailleurs, la partie a sollicité un droit d'accès selon l'art. 8 LPD. La FINMA a procédé à la notification d'une décision formelle à

X SA, exposant que l'entraide pouvait être accordée à l'AMF Québec dans la mesure où elle satisfaisait pleinement aux exigences de confidentialité et de spécialité découlant de l'art. 42 al. 2 LFINMA au vu des garanties données. Le principe de proportionnalité est en outre également garanti. Enfin, la FINMA a estimé que les conditions formelles n'étant pas remplies, il n'y avait pas lieu d'accorder un droit d'accès selon l'art. 8 LPD.

Entrée en force : Recours admis par le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours B-3450/2018 (dernière instance).

35

Date de la décision : 30.5.2018

Résumé : L'enquête de l'Autorité des marchés financiers (AMF) Québec porte sur un possible délit d'initié impliquant un groupe d'individus qui aurait réalisé un nombre significatif de transactions portant sur les titres de sociétés liées à des fusions et/ou acquisitions impliquant parfois la société A. L'ancien directeur général de la société A aurait communiqué ces informations au groupe, lequel aurait également mis en place un système de paiement de commissions (*kickback*) permettant de rémunérer les individus qui transmettaient l'information aux autres membres du groupe. Pour deux relations bancaires identifiées en Suisse, l'AMF Québec souhaite connaître l'identité des bénéficiaires économiques des comptes sur lesquels les transactions suspectes ont été réalisées. L'édition de documents bancaires a permis d'identifier les titulaires des comptes et de relever qu'il s'agissait de X et Y SA. Celles-ci se sont opposées à la transmission à l'AMF Québec d'informations et de documents les concernant. En particulier, l'autorité requérante ne respecterait pas les principes de confidentialité et de spécialité découlant de l'art. 42 al. 2 LFINMA en raison d'importants dysfonctionnements imputables à l'AMF Québec. Le principe de proportionnalité de l'art. 42 al. 4 ne serait pas non plus respecté. L'enquête d'entraide administrative internationale devrait en outre être suspendue. La FINMA a procédé à la notification d'une décision formelle à X et Y SA, exposant que l'entraide pouvait être accordée à l'AMF Québec dans la mesure où elle satisfaisait pleinement aux exigences de confidentialité et de spécialité découlant de l'art. 42 al. 2 LFINMA au vu des garanties données. Le principe de proportionnalité est en outre également garanti.

Entrée en force : Recours admis par le Tribunal administratif fédéral ; procédures de recours B-3495/2018 et B-3496/2018 (dernière instance).

36

Entscheiddatum: 14.6.2018

Zusammenfassung: Die United States Securities and Exchange Commission (SEC) ersuchte die FINMA um internationale Amtshilfe wegen Verdachts auf Verstoss gegen Bewilligungs- und Registrierungspflichten sowie weitere Normen der amerikanischen Wertpapierrechtsgesetzgebung im Zusammenhang mit dem Verkauf von sogenannten binären Optionen durch die in den USA nicht registrierte X Ltd. an amerikanische Investoren. Dabei hätten die Verantwortlichen über die X Ltd. Gelder entgegengenommen und auf Schweizer Konten der Y Ltd. und Z Ltd. weitergeleitet. Die SEC ersuchte deshalb um Kontoeröffnungsunterlagen, periodische Kontoauszüge und Angaben zu Transaktionsdetails der vorgenannten Konten, um die Verantwortlichen zu ermitteln und die Vermögenswerte der Anleger ausfindig zu machen. Neben den Inhaberinnen der Konten verlangte auch deren wirtschaftlich Berechtigter A eine anfechtbare Verfügung. In prozessualer Hinsicht verneinte die FINMA die Parteistellung von A und trat nicht auf seinen Antrag auf Teilnahme am Verfahren ein, während sie für die X Ltd. und die Y Ltd. die Verfahren vereinigte. In materieller Hinsicht kam die FINMA zum Schluss, das Amtshilfesuch der SEC stütze sich auf einen genügenden Anfangsverdacht und sei verhältnismässig. Mit Bezugnahme auf die Rechtsprechung verneinte die FINMA insbesondere die beantragte Schwärzung von Drittpersonen in den Kontounterlagen. Schliesslich erachtete sie die Einhaltung der Prinzipien der Vertraulichkeit und Spezialität durch die SEC als gewährleistet.

Rechtskraft: Eine gegen die Verfügung erhobene Beschwerde wurde vom Bundesverwaltungsgericht abgewiesen, vgl. Urteil B-3705/2018 vom 4.10.2018 (letztinstanzlich).

37

Data della decisione: 25.10.2018**Tema:** violazione dell'obbligo di collaborare

Riassunto: la Commissione nazionale per le società e la borsa italiana (CONSOB) conduce un'indagine per verificare il sospetto di prestazioni abusive di servizi di investimento da parte dell'intermediario finanziario X. La CONSOB adduce che le è stata segnalata la condotta sospetta sul territorio italiano di un intermediario finanziario, che ha stipulato con l'intermediario finanziario X un contratto di «segnalazioni di pregi». L'intermediario finanziario X, membro dell'Organismo di Autodisciplina dei Fiduciari del Cantone Ticino, non risulta iscritto all'albo delle imprese di investimento extracomunitarie abilitate ad operare in Italia. Nell'ambito dell'istanza di edizione della FINMA per ottenere le informazioni e i documenti sollecitati dalla CONSOB, l'intermediario finanziario X si è rifiutato di fornire una parte delle informazioni richieste, invocando la violazione del principio di proporzionalità (art. 42 cpv. 4 LFINMA) e l'obbligo di riservatezza in ossequio alla normativa fiscale applicabile in materia. La FINMA ha emanato una decisione di edizione, concernente unicamente il dovere del detentore di trasmettere alla FINMA le informazioni e i documenti necessari all'adempimento dei suoi compiti ai sensi dell'art. 42a cpv. 1 LFINMA, applicabile anche alle entità non soggette ad autorizzazione, indicando che il principio di proporzionalità è rispettato.

Crescita in giudicato: procedura di ricorso pendente davanti al Tribunale amministrativo federale; procedura TAF B-6371/2018.

38

Date de la décision : 22.11.2018

Résumé : The Panel on Takeovers and Mergers (Royaume-Uni) (ci-après: Takeover Panel) a sollicité l'assistance administrative internationale de la FINMA en relation avec le titre de la société X dans le cadre d'une enquête menée relativement à une potentielle violation de l'obligation de présenter une offre publique d'achat. Certains actionnaires de X auraient agi de concert dans le but de remplacer les membres élus au conseil d'administration par des personnes de leur choix, afin de consolider le contrôle de fait qu'ils exercent sur la société, en franchissant ensemble la limite de 30% fixée à l'art. 9.1 du « City Code on Takeovers and Mergers » sans présenter une offre publique d'achat aux actionnaires restants. Le Takeover Panel souhaite connaître pour la relation bancaire identifiée de l'un des actionnaires, soit la société Y Ltd., l'identité du bénéficiaire économique et la personne qui contrôle les actions de la société X détenus par Y Ltd. Cette dernière s'est opposée à la transmission des informations et documents la concernant au Takeover Panel. Elle avance une constatation inexacte des faits pertinents, la violation du droit d'être entendu (art. 29 PA), des principes de spécialité et de confidentialité (art. 42 al. 2 LFINMA) ainsi que celle du principe de proportionnalité (art. 42 al. 4 LFINMA). La FINMA a procédé à la notification d'une décision formelle à Y Ltd. de laquelle il ressort que l'entraide peut être accordée au Takeover Panel car cette autorité satisfait pleinement aux exigences de spécialité et de confidentialité. En outre, la requête d'entraide ne contient pas de faits manifestement inexacts, le droit d'être entendu de la partie a été pleinement respecté et le principe de proportionnalité est garanti. Finalement, la bénéficiaire économique et les signataires autorisés du compte ne peuvent pas revêtir la qualité de tiers non impliqués.

Entrée en force : Un recours est pendu par-devant le Tribunal administratif fédéral ; procédure de recours B-6888/2018.

25

Vue d'ensemble

Il est possible de former recours contre une décision de la FINMA devant le Tribunal administratif fédéral. En principe, un arrêt du Tribunal administratif fédéral peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral. Font exception les décisions relevant de l'assistance administrative internationale ainsi que les décisions de la FINMA en matière d'offres publiques d'acquisition : dans ces cas-là, le Tribunal administratif fédéral constitue l'autorité de dernière instance.

Ci-après sont listés les jugements des tribunaux rendus durant l'année 2018 dans le domaine de compétence de l'enforcement de la FINMA. Pour une meilleure lisibilité, la liste est répartie en catégories, faisant ainsi la distinction entre les arrêts relevant du domaine autorisé (y compris les cas relatifs à la surveillance des marchés, p. 27 s.), ceux concernant des prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit (p. 28 s.) et ceux relatifs à l'assistance administrative internationale (p. 30 s.). Le numéro de l'arrêt permet de consulter les décisions correspondantes dans les banques de données des tribunaux.

Domaine autorisé et surveillance des marchés

Arrêts du Tribunal fédéral

Urteil 2C_138/2017 vom 4.1.2018 (Urteil BVGer B-6958/2015 vom 19.12.2016) / Aufnahme in das Register für Versicherungsvermittler: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 12**)

Urteil 2C_929/2017 vom 23.4.2018 (Urteil BVGer B-5772/2015 vom 20.9.2017) / Schwere Verletzungen von aufsichtsrechtlichen Bestimmungen, Berufsverbot für die Dauer von einem Jahr: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 9**)

Urteil 2C_387/2018 vom 18.12.2018 (Urteil BVGer B-5595/2016 vom 14.3.2018) / Zusätzliche Eigenmittel nach Art. 45 Bst. b i. V. m. Art. 130b Eigenmittelverordnung: Gutheissung der Beschwerde, Aufhebung des BVGer-Urteils vom 14.3.2018 und Rückweisung zu neuem Entscheid an die FINMA

Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Abschreibungsentscheid BVGer B-6099/2017 vom 7.3.2018 (rechtskräftig) / Organisationserfordernis und Gewähr für einwandfreie Geschäftstätigkeit (siehe Enforcementbericht **2017, Fall 8**)

Urteil BVGer B-5595/2016 vom 14.3.2018 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C_387/2018) / Zusätzliche Eigenmittel nach Art. 45 Bst. b i. V. m. Art. 130b Eigenmittelverordnung: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten

Urteil BVGer B-6952/2016 vom 3.4.2018 (angefochten; Beschwerdeverfahren BGer 2C_422/2018) / Verletzung von Sorgfaltspflichten zur Bekämpfung der Geldwäscherei, Organisations- und Gewährserfordernis: Gutheissung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2016, Fall 13**)

Arrêt du TAF B-7409/2016 du 3.4.2018 (entré en force) / Frais de la procédure d'enforcement: le recours est rejeté

Urteil BVGer B-6225/2016 vom 17.4.2018 (angefochten; Beschwerdeverfahren BGer 2C_488/2018) / Bewilligung der Tätigkeit als Finanzintermediär und Feststellung betreffend unterstellungspflichtige Tätigkeit gemäss Geldwäschereigesetz: Abweisung der Beschwerde

Urteil BVGer B-3092/2016 vom 25.4.2018 (rechtskräftig) / Berufsverbot: Gutheissung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2014, Fall 10**)

Urteil BVGer B-626/2016 vom 11.6.2018 (rechtskräftig) / Berufsverbot: teilweise Gutheissung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 21**)

Urteil BVGer B-685/2016 vom 11.6.2018 (rechtskräftig) / Berufsverbot: Gutheissung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 21**)

Urteil BVGer B-642/2016 vom 11.6.2018 (rechtskräftig) / Berufsverbot: Gutheissung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 22**)

Urteil BVGer B-635/2016 vom 11.6.2018 (rechtskräftig) / Berufsverbot: Gutheissung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 19**)

Urteil BVGer B-688/2016 vom 11.6.2018 (rechtskräftig) / Berufsverbot: Gutheissung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 18**)

Urteil BVGer B-686/2016 vom 11.6.2018 (rechtskräftig) / Berufsverbot: Gutheissung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 20**)

Abschreibungsentscheid BVGer B-1862/2016 vom 19.6.2018 (rechtskräftig) / Verletzung der Eigenmittelvorschriften, Liquidation (siehe Enforcementbericht **2016, Fall 3**)

Urteil BVGer B-4763/2017 vom 29.6.2018 (rechtskräftig) / Ausnützen von Insiderinformationen, Einziehung: teilweise Gutheissung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2017, Fall 16**)

Arrêt du TAF B-645/2016 du 17.9.2018 (entré en force) / Violation du droit de la surveillance (gestion des risques et violation des prescriptions comptables): le recours est partiellement admis (cf. rapport sur l'enforcement **2016, cas 15**)

Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit

Arrêts du Tribunal fédéral

Urteil 2C_860/2017 vom 5.3.2018 (Urteil BVGer B-3729/2015 vom 25.8.2017) / Unbewilligte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Liquidation und Konkurs, Unterlassungsanweisung und Publikation: Abweisung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (Enforcementbericht **2015, Fall 31**)

Urteil 2C_858/2017 vom 15.3.2018 (Urteil BVGer B-3380/2015 vom 21.8.2017) / Konkursöffnung: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 25**)

Urteil 2C_359/2017 und 2C_360/2017 vom 23.3.2018 (Urteile BVGer B-6648/2015 und B-6651/2015 vom 17.3.2017) / Fristerstreckung, Freigabe von Mitteln: Nichteintreten

Urteil 2C_412/2018 vom 11.5.2018 (Urteil BVGer B-1561/2016, B-4177/2016 vom 21.3.2018) / Unerlaubte Emissionshaustätigkeit, Androhung der Liquidation, Unterlassungsanweisung, vorsorgliche Massnahmen (Einsetzung eines Untersuchungsbeauftragten, Kontosperrungen): Nichteintreten auf die Beschwerde der FINMA (siehe Enforcementbericht **2016, Fall 18**)

Urteil 2C_428/2017 vom 26.6.2018 (Urteil BVGer B-222/2016 vom 21.4.2017) / Unerlaubte Tätigkeit als Effekthändler, Liquidation, Unterlassungsanweisung, Publikation: Abweisung der Beschwerde

Urteil 2C_1068/2017 und 2C_1070/2017 vom 9.10.2018 (Urteile BVGer B-5712/2015 und B-6430/2015 vom 10.11.2017) / Emissionshaustätigkeit, Betrieb einer kollektiven Kapitalanlage, Konkurs, Unterlassungsanweisung, Publikation: Gutheissung (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 35**)

Urteil 2C_971/2018 vom 30.10.2018 (Urteil BVGer B-4481/2018 vom 25.9.2018) / Superprovisorische Massnahmen (Einsetzen eines Untersuchungsbeauftragten, Sperrung von Bankkonten): Nichteintreten

Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Urteil BVGer B-1561/2016 und B-4177/2016 vom 21.3.2018 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C_412/2018) / Unerlaubte Emissionshaustätigkeit, Anordnung der Liquidation, Unterlassungsanweisung, vorsorgliche Massnahmen (Einsetzung eines Untersuchungsbeauftragten, Kontosperrern): teilweise Gutheissung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2016, Fall 18**)

Urteil BVGer B-5274/2015 vom 22.5.2018 (rechtskräftig) / Unbewilligte Emissionshaustätigkeit, Unterlassungsanweisung: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 33**)

Urteil BVGer B-5657/2016 und B-5415/2016 vom 5.6.2018 (rechtskräftig) / Unerlaubte Effektenhändlerstätigkeit, unerlaubter Betrieb einer kollektiven Kapitalanlage, Unterlassungsanweisung, Publikation: Abweisung der Beschwerden, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2016, Fall 22**)

Urteil BVGer B-6423/2017 vom 4.7.2018 (rechtskräftig) / Verfahrenskosten (Entgegennahme von Publikumseinlagen): Nichteintreten auf Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2015, Fall 31**)

Urteil BVGer B-1568/2017 vom 23.7.2018 (rechtskräftig) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Unterlassungsanweisung, vorinstanzliche Verfahrenskosten: teilweise Gutheissung der Beschwerde, soweit darauf eingetreten (siehe Enforcementbericht **2017, Fall 17**)

Abschreibungsentscheid BVGer B-4481/2018 vom 25.9.2018 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C_971/2018) / Superprovisorische Massnahmen (Einsetzung eines Untersuchungsbeauftragten, Sperrung von Bankkonten)

Urteil BVGer B-5688/2016 vom 6.11.2018 (rechtskräftig) / Unerlaubte Effektenhändlerstätigkeit, unerlaubter Betrieb einer kollektiven Kapitalanlage, Liquidation, Konkurs, Unterlassungsanweisung, Androhung der Liquidation, Publikation: teilweise Gutheissung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2016, Fall 22**)

Urteil BVGer B-5826/2018 vom 27.11.2018 (rechtskräftig) / Superprovisorische Massnahmen (Einsetzung eines Untersuchungsbeauftragten, Sperrung von Bankkonten): Nichteintreten auf Beschwerde

Urteil BVGer B-5737/2017 vom 28.11.2018 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C_92/2019) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Unterlassungsanweisung, Publikation: Abweisung der Beschwerde (siehe Enforcementbericht **2017, Fall 28**)

Urteil BVGer B-1172/2018 vom 17.12.2018 (angefochten; vgl. Beschwerdeverfahren BGer 2C_136/2019) / Unerlaubte Entgegennahme von Publikumseinlagen, Liquidation und Konkurs, Unterlassungsanweisung und Veröffentlichung: Abweisung der Beschwerde (**Fall 21**)

Assistance administrative internationale

Arrêts du Tribunal administratif fédéral

Arrêt du TAF B-6922/2017 du 26.4.2018 / AMF France / Entraide administrative internationale: le recours est rejeté (cf. rapport sur l'enforcement **2017, cas 40**)

Sentenza TAF B-2293/2018 del 7.5.2018 / CONSOB / Assistenza amministrativa internazionale: ricorso inammissibile (**caso 32**)

Urteil BVGer B-794/2018 vom 4.7.2018 / BaFin / Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde (**Fall 31**)

Arrêt du TAF B-3450/2018 du 24.8.2018 / AMF Québec / Entraide administrative internationale: le recours est admis (**cas 34**)

Arrêt du TAF B-3496/2018 du 28.9.2018 / AMF Québec / Entraide administrative internationale: le recours est admis (**cas 35**)

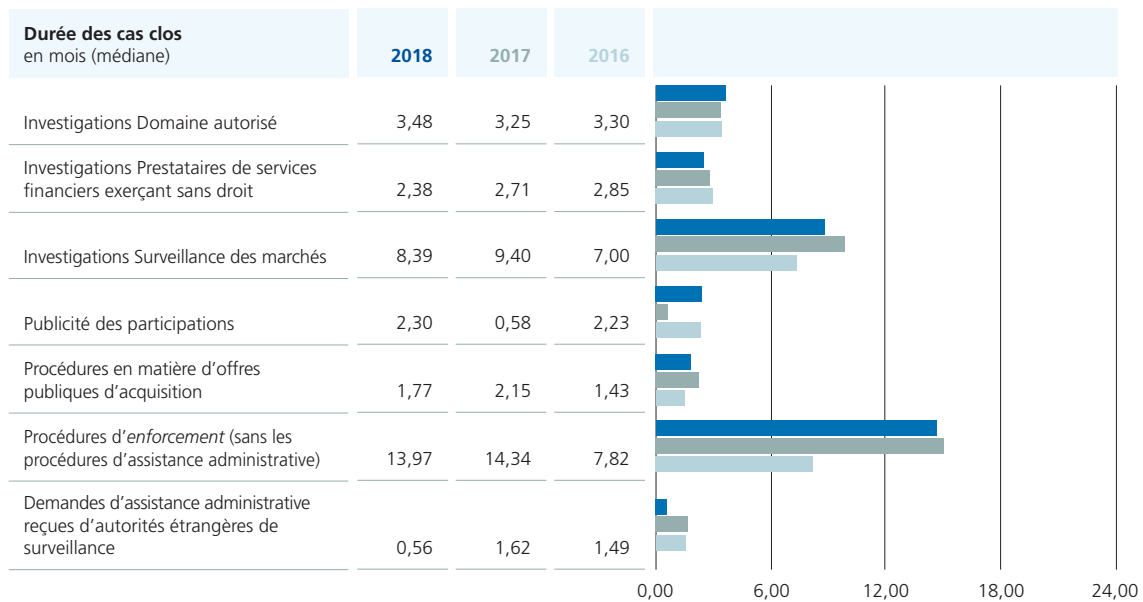
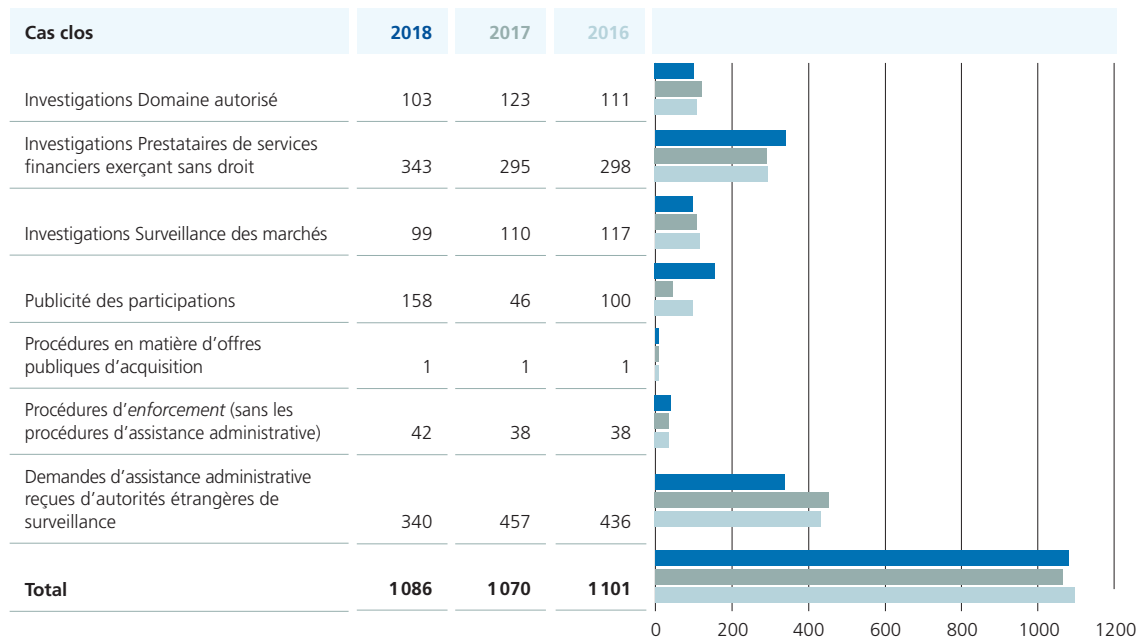
Arrêt du TAF B-3495/2018 du 28.9.2018 / AMF Québec / Entraide administrative internationale: le recours est admis (**cas 35**)

Urteil BVGer B-3705/2018 vom 4.10.2018 / SEC / Internationale Amtshilfe: Abweisung der Beschwerde (**Fall 36**)

Statistiques

Statistiques générales¹

Cas d'enforcement clos



¹ En raison de modifications ou d'adaptations rétrospectives, il est possible que les données statistiques ici présentées diffèrent légèrement de celles du rapport de l'année précédente.

Statistiques

Investigations

Investigations closes par objet (sélection d'objets ; plusieurs objets possibles par investigation)	2018	2017
Domaine autorisé		
Requête en autorisation	1	7
Responsabilité de personnes physiques	23	29
Organisation	70	64
Obligations de diligence selon la LBA	26	35
Domaine non autorisé		
Négoce en valeurs mobilières sans autorisation	29	34
Acceptation de dépôts du public sans autorisation/sans modèle commercial Fintech	129	142
Utilisation du terme de « banque », etc.	27	13
Intermédiation financière selon la LBA sans autorisation/sans affiliation à un OAR/ sans modèle commercial Fintech	215	152
Placements collectifs suisses sans autorisation	7	16
Activité d'assurance exercée sans droit	7	7
Surveillance des marchés		
Délit d'initié	75	88
Manipulation du marché	16	18
Publicité des participations		
Recommandation	9	11
Violation de l'obligation de déclarer	149	35

Investigations closes selon le type de parties concernées (sélection de parties ; plusieurs parties possibles par investigation)	2018	2017
Domaine autorisé		
Banques ou négociants en valeurs mobilières	34	54
IFDS	4	5
Entreprises d'assurance	36	35
Gestionnaires d'actifs (gestionnaires de placements collectifs suisses)	1	3
Personnes physiques	11	9
Domaine non autorisé		
Personnes morales	329	287
Personnes physiques	14	8
Publicité des participations		
Banques ou négociants en valeurs mobilières	5	1
Investisseurs	145	38

Procédures d'enforcement

Procédures d'enforcement closes par domaine (procédures d'assistance administrative exclues)	2018	2017
Domaine autorisé	32	20
dont activité bancaire/négoce de valeurs mobilières	21	16
dont activité d'assurance	1	0
dont examen de l'enregistrement comme intermédiaire d'assurance	4	0
dont IFDS	2	0
dont autorisés selon la LPCC	2	1
dont placements collectifs de capitaux étrangers	0	0
dont surveillance des marchés	1	3
autres	1	0
Domaine non autorisé	10	18
Total	42	38

Parties concernées par des procédures d'enforcement closes (procédures d'assistance administrative exclues ; plusieurs parties concernées possibles par procédure)	2018	2017
Personnes morales dans le domaine autorisé	25	13
Personnes physiques dans le domaine autorisé	14	11
Personnes morales exerçant sans droit	16	23
Personnes physiques exerçant sans droit	17	32
Total	72	79

Assistance administrative internationale

Demandes d'assistance administrative reçues closes, par objet (plusieurs objets possibles par demande)	2018	2017
Comportements abusifs sur le marché	108	173
Banques	22	42
Assurances	1	1
Marchés	6	11
<i>Fit and proper</i>	109	96
Procédure de transmission	8	6
Demandes générales	84	115
Investigations art. 271 CP	0	1
Investigations art. 4 ^{quinquies} LB	1	3
Autres	1	10
Total	340	458

Demandes d'assistance administrative reçues closes, par pays	2018	2017
France	39	47
Allemagne	23	60
Etats-Unis	41	52
Royaume-Uni	14	33
Autriche	12	11
Italie	15	14
Canada	11	15
Liechtenstein	8	8
Autres autorités européennes (UE)	104	99
Autres autorités européennes (hors UE)	23	32
Autorités du Proche-Orient, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Asie	41	75
Autorités africaines	9	11
Total	340	457

Demandes d'assistance administrative émanant d'autorités étrangères

Procédure relative au client

Durant l'année sous revue, 91 clients (2017:131) de titulaires d'autorisation se sont vu notifier des demandes d'assistance administrative reçues d'autorités étrangères. Dans 8 cas (2017:9), une décision sujette à recours a été demandée. 7 décisions (2017:9) ont été contestées devant le Tribunal administratif

fédéral. En 2018, le Tribunal administratif fédéral a tranché dans 7 cas (2017:9), dont 4 (2017:8) en faveur de la FINMA.

Pour 42 clients (2017:21), les informations ont été transmises sans information préalable des personnes concernées conformément à l'art. 42a al. 4 LFINMA.

Demandes d'assistance administrative déposées par la FINMA dans le cadre de ses propres procédures d'enforcement

Demandes d'assistance administrative déposées par la FINMA dans le cadre de ses propres procédures d'enforcement, par pays	2018	2017
France	0	2
Allemagne	4	5
Etats-Unis	1	1
Royaume-Uni	3	7
Autriche	2	1
Italie	0	0
Canada	0	0
Liechtenstein	3	2
Autres autorités européennes (UE)	2	6
Autres autorités européennes (hors UE)	1	3
Autorités du Proche-Orient, d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et d'Asie	4	2
Autorités africaines	0	0
Total	20	29

Objets des activités d'enforcement correspondantes	2018	2017
Domaine autorisé	9	11
Activité exercée sans droit	5	8
Surveillance des marchés	6	10
Total	20	29

Statistiques

Déclarations² selon l'art. 42c al. 3 LFINMA (transmission directe d'informations par l'assujetti)

Déclarations selon l'art. 42c al. 3 LFINMA	2018	2017
Banques	31	81
Assurances	53	86
Autres domaines d'activité	3	2
Total	87	169
dont ...		
avec exemption de l'obligation de déclaration préalable pour des transmissions de même type (Cm 69 de la Circ.-FINMA 17/6)	7	21
avec réserve de la voie de l'assistance administrative par la FINMA (art. 42c al. 4 LFINMA)	3	8

² Toute communication d'un projet de transmission est comptabilisée comme une déclaration, et ce, indépendamment du fait – souvent observé dans la pratique – que la transmission annoncée porte sur différents rapports, documents ou faits.

Statistiques

Décisions en matière d'enforcement

Généralités

Décisions par langue	2018	2017
Allemand	68	50
Français	15	17
Italien	7	0
Total	90	67

Décisions par type	2018	2017
Décisions finales	62	48
Décisions incidentes	28	16
Décisions en reconsidération	0	3
Total	90	67

Décisions par domaine	2018	2017
Domaine autorisé	40	23
Prestataires de services financiers exerçant leur activité sans droit	21	25
Surveillance des marchés	6	6
Publicité des participations	1	3
Offres publiques d'acquisition	4	1
Surveillance des intermédiaires d'assurance	10	-
Assistance administrative	8	9
Total	90	67

Décisions selon le type de personnes concernées	2018	2017
Personnes morales	90	76
Personnes physiques	66	53
Total	156	129

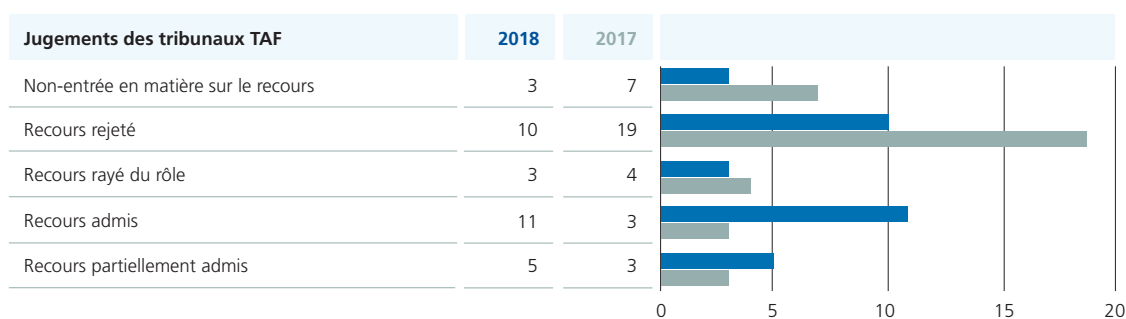
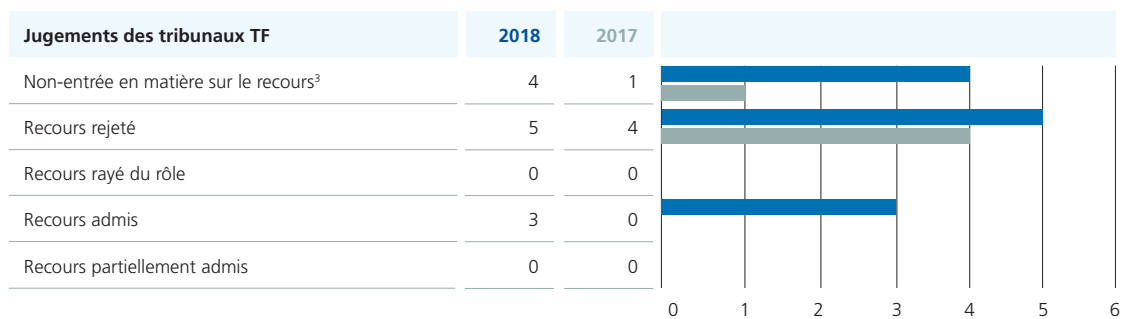
Statistiques

Mesures

Mesures ordonnées dans des décisions (procédures d'assistance administrative exclues ; plusieurs mesures et plusieurs personnes concernées possibles par décision)	Personnes morales concernées		Personnes physiques concernées	
	2018	2017	2018	2017
Conditions et restrictions (art. 31 LFINMA)	8	7	0	0
Interdiction d'exercer (art. 33 LFINMA)	–	–	6	6
Interdiction de pratiquer (art. 35a LBVM)	–	–	1	3
Interdiction générale d'exercer, sans l'autorisation nécessaire, une activité soumise à autorisation et de faire de la publicité à cet effet	0	4	14	26
Publication de la décision/du dispositif (art. 34 LFINMA)	0	0	13	23
Confiscation (art. 35 LFINMA)	1	6	0	2
Nomination d'un chargé d'enquête (art. 36 LFINMA)	13	16	0	2
Accompagnement par des tiers de la mise en œuvre des mesures	9	3	0	0
Retrait de l'autorisation (art. 37 LFINMA)	0	0	0	0
Ouverture de la faillite/liquidation	5	9	0	0

Statistiques

Jugements des tribunaux



³ Dans un cas de non-entrée en matière, la FINMA était la recourante.

Statistiques

Dénonciations auprès des autorités de poursuite pénale

Dénonciations pénales au service de droit pénal du DFF	2018	2017
Total des dénonciations pénales	215	115
Nombre de personnes dénoncées (plusieurs personnes possibles par dénonciation pénale)		
Inconnu	0	3
Personnes morales nominativement désignées	69	50
Personnes physiques nominativement désignées	179	113
Total	248	166
Objets des dénonciations pénales (plusieurs objets possibles par dénonciation pénale)		
Acceptation de dépôts du public sans autorisation	9	15
Utilisation du terme de « banque », etc.	4	11
Négoce en valeurs mobilières exercé sans droit	3	7
Intermédiation financière selon la LBA exercée sans autorisation/sans affiliation à un OAR	3	10
Activité selon la LPCC exercée sans droit	3	6
Activité d'assurance exercée sans droit	0	0
Violation de la LSA	37	-
Obligation de déclarer selon la LBVM/selon la LIMF ⁴	156	33
Obligation d'annonce selon la LBA	9	7
Transmission de fausses informations à la FINMA	4	4
Non-respect d'une décision de la FINMA	0	1
Autres	10	36

⁴ La hausse du nombre de dénonciations pénales dans ce domaine résulte d'une réduction des retards du côté de l'instance pour la publicité des participations de la Bourse.

Statistiques

Dénonciations pénales aux cantons	2018	2017
Total des dénonciations pénales	11	14
Nombre de personnes dénoncées (plusieurs personnes possibles par dénonciation pénale)		
Inconnu	4	6
Personnes morales nominativement désignées	12	7
Personnes physiques nominativement désignées	9	7
Total	25	20
Objets des dénonciations pénales (plusieurs objets possibles par dénonciation pénale)		
Violation du secret bancaire	6	6
Infractions contre le patrimoine	3	4
Autres	3	4
Communications finales au Ministère public de la Confédération	2018	2017
Communications ayant caractère de dénonciation	3	6
Total	3	6

Abréviations

a alt / ancien

Abs. Absatz

AG Aktiengesellschaft

al. alinéa

AMF Autorité des marchés financiers

Art. / art. / art. Artikel / article / articolo

AVO Verordnung vom 9. November 2005 über die Beaufsichtigung von privaten Versicherungsunternehmen (Aufsichtsverordnung; SR 961.011)

BaFin Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (Deutschland)

BankG Bundesgesetz vom 8. November 1934 über die Banken und Sparkassen (Bankengesetz; SR 952.0)

BEHG Bundesgesetz vom 24. März 1995 über die Börsen und den Effektenhandel (Börsengesetz; SR 954.1)

BEHV Verordnung vom 2. Dezember 1996 über die Börsen und den Effektenhandel (Börsenverordnung; SR 954.11)

Bst. Buchstabe

BVGer Bundesverwaltungsgericht

bzw. beziehungsweise

CEO Chief Executive Officer

cf. confer

CHF Schweizer Franken / francs suisses / franchi svizzeri

Circ.-FINMA circulaire de la FINMA

Cm Chiffre marginal

CONSOB Commissione nazionale per le società e la Borsa

CP Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (RS 311.0) / Codice penale svizzero del 21 dicembre 1937 (RS 311.0)

cpv. capoverso

DFF Département fédéral des finances / Dipartimento federale delle finanze

etc. Et cetera

EUR Euro / euro

EVV Externe Vermögensverwalter

f. folgend

ff. fortfolgende

FinfraG Bundesgesetz vom 19. Juni 2015 über die Finanzmarktinfrastrukturen und das Marktverhalten im Effekten- und Derivatehandel (Finanzmarktinfrastrukturgesetz; SR 958.1)

FinfraV-FINMA Verordnung vom 3. Dezember 2015 der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht über die Finanzmarktinfrastrukturen und das Marktverhalten im Effekten- und Derivatehandel (Finanzmarktinfrastrukturverordnung-FINMA; SR 958.111)

FINMA Eidgenössische Finanzmarktaufsicht / Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers / Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari / Swiss Financial Market Supervisory Authority

FINMAG Bundesgesetz vom 22. Juni 2007 über die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (Finanzmarktaufsichtsgesetz; SR 956.1)

GwG Bundesgesetz vom 10. Oktober 1997 über die Bekämpfung der Geldwäscherei und der Terrorismusfinanzierung im Finanzsektor (Geldwäschereigesetz; SR 955.0)

i.V.m. in Verbindung mit

IFDS Intermédiaire financier directement soumis / Intermediario finanziario direttamente sottoposto

Inc. Incorporated

IPP Instance pour la publicité des participations

LB Loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne (loi sur les banques; RS 952.0)

LBA Loi fédérale du 10 octobre 1997 concernant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (loi sur le blanchiment d'argent; RS 955.0)

LBVM Loi fédérale du 24 mars 1995 sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (loi sur les bourses; RS 954.1) / Legge federale del 24 marzo 1995 sulle borse e il commercio di valori mobiliari (legge sulle borse; RS 954.1)

let. / lett. Lettre / lettera

LFINMA Loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (loi sur la surveillance des marchés financiers; RS 956.1) / Legge federale del 22 giugno 2007 concernente l'Autorità federale di vigilanza sui mercati finanziari (legge sulla vigilanza dei mercati finanziari; RS 956.1)

LIMF Loi fédérale du 19 juin 2015 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (loi sur l'infrastructure des marchés financiers; RS 958.1)

Abréviations

LPCC Loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux (loi sur les placements collectifs; RS 951.31)

LPD Loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données (RS 235.1) / Legge federale del 19 giugno 1992 sulla protezione dei dati (RS 235.1)

LRD Legge federale del 10 ottobre 1997 relativa alla lotta contro il riciclaggio di denaro e il finanziamento del terrorismo (legge sul riciclaggio di denaro; RS 955.0)

Ltd. Limited

Mio. Million / milione

MROS Money Laundering Report Office Switzerland (Meldestelle für Geldwäscherei)

OAR Organisme d'autorégulation

OIMF-FINMA Ordonance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers du 1^{er} septembre 2018 sur les infrastructures des marchés financiers et le comportement sur le marché en matière de négociation de valeurs mobilières et de dérivés (Ordonnance de la FINMA sur l'infrastructure des marchés financiers; RS 985.111)

p. page

PA Loi fédérale du 20 décembre 1968 sur la procédure administrative (RS 172.021)

PEP politisch exponierte Person

SA Société anonyme / società anonima

SEC Securities and Exchange Commission (USA)

segg. seguenti

ss et suivants

TF Tribunal fédéral

TAF Tribunal administratif fédéral / Tribunale amministrativo federale

u.a. unter anderem

UE Union européenne / Unione europea

UEK Übernahmekommission

USD US-Dollar

vgl. vergleiche



IMPRESSUM

Editeur

Autorité fédérale de surveillance
des marchés financiers FINMA
Laupenstrasse 27
CH-3003 Berne
Tél. +41 (0)31 327 91 00
Fax +41 (0)31 327 91 01
info@finma.ch
www.finma.ch

Formulation indifférenciée quant au genre

Par souci de lisibilité, il n'est pas fait ici de
différenciation quant au genre, par exemple
entre créancières et créanciers ou investisseuses
et investisseurs. Les termes employés s'appliquent
sans distinction aux deux sexes.

Imprimeur

BBL

Mise en page

FINMA